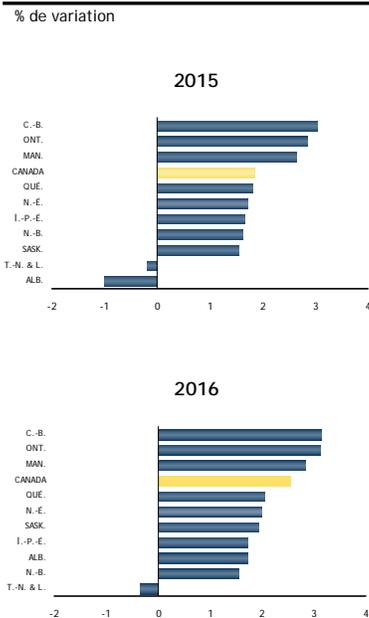


## Croissance du PIB réel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

**Paul Ferley**  
 Économiste en chef adjoint  
 (416) 974-7231  
 paul.ferley@rbc.com

**Robert Hogue**  
 Économiste principal  
 (416) 974-6192  
 robert.hogue@rbc.com

**Laura Cooper**  
 Économiste  
 416-974-8593  
 laura.cooper@rbc.com

**Gerard Walsh**  
 Économiste  
 416-974-6525  
 gerard.walsh@rbc.com

## Changement de garde

- La chute des prix du pétrole depuis le milieu de l'année dernière a refaçoné le paysage dans lequel les économies provinciales évolueront, du moins à court terme. Le principal résultat est un changement de garde cette année, qui sera témoin du recul des provinces productrices de pétrole du Canada (l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador) et de la remontée des provinces consommatrices de pétrole (pour la plupart) sur le plan de la croissance provinciale.
- Nous nous attendons maintenant à ce que les économies de l'Alberta (déclin du PIB réel de 1,0 %) et de Terre-Neuve-et-Labrador (baisse de 0,2 %) se contractent en 2015. En Saskatchewan, nous constatons suffisamment de force dans d'autres secteurs, comme l'activité minière non liée à l'énergie et l'agriculture, pour plus que compenser pour l'effondrement de l'industrie du pétrole et du gaz afin de maintenir la croissance de l'économie à un rythme modéré (1,6 %).
- Les provinces consommatrices de pétrole profiteront de la baisse des prix de l'énergie et de la dépréciation du dollar canadien. Les marchés du logement de certaines de ces provinces bénéficieront également de l'« assurance » que procure la réduction des taux d'intérêt par la Banque du Canada plus tôt cette année. Nous prévoyons qu'en 2015, la croissance de provinces comme la Colombie-Britannique (3,0 %), l'Ontario (2,8 %), le Manitoba (2,6 %), le Québec (1,8 %) et même le Nouveau-Brunswick (1,6 %) sera à son plus haut niveau depuis plusieurs années.
- Les indicateurs économiques avancés pour 2015 ont déçu dans beaucoup de provinces. Toutefois, ils reflètent en grande partie le coup porté aux dépenses en immobilisations dans le secteur de l'énergie ainsi que la stagnation généralisée de l'activité en Amérique du Nord attribuable aux conditions climatiques particulièrement mauvaises dans l'est et aux arrêts de travail dans les ports de l'ouest des États-Unis, qui n'auront été que temporaires. Nous prévoyons que la plupart des économies provinciales prendront de la vitesse au cours du reste de l'année.
- Le nouvel ordre économique prendra forme en 2015 et prévaudra probablement en 2016. Même si nous prévoyons qu'une hausse graduelle des prix du pétrole allégera la pression exercée sur les provinces productrices de pétrole, les perspectives demeurent plus optimistes pour les provinces qui sont des consommatrices nettes de pétrole, comme l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Manitoba, pour l'année prochaine. Nous avons gardé ces provinces au sommet du classement pour ce qui est de la croissance des provinces en 2016, Terre-Neuve-et-Labrador et l'Alberta demeurant bien en deçà de la moyenne nationale. Parmi les provinces se situant au centre, nous anticipons de légères accélérations du rythme en Saskatchewan, en Nouvelle-Écosse, au Québec et à l'Île-du-Prince-Édouard, ce qui va de pair avec une amélioration additionnelle de l'ensemble des conditions macroéconomiques en Amérique du Nord.

**La baisse des prix du pétrole a modifié grandement la situation des provinces**

La chute prononcée des prix du pétrole à l'échelle mondiale depuis l'été 2014 est de loin l'événement touchant le plus les perspectives des économies provinciales depuis la grande récession de 2008-2009. Nous avons reconnu ses conséquences régionales dans la publication de mars 2015 de *Perspectives provinciales* lorsque nous avons refait le classement des provinces en fonction de la croissance pour 2015 et 2016 en déplaçant l'Alberta et la Saskatchewan (les principaux moteurs de croissance du Canada depuis 2010) vers le bas et en positionnant l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Manitoba au sommet. Règle générale, nous nous en tenons au portrait révisé présenté en mars, sauf que nous nous attendons maintenant à ce que le ralentissement en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador soit plus important en 2015.

**Contraction de l'économie en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador**

Bien que les changements apportés à nos hypothèses sous-jacentes aux prix du pétrole (maintenant à 54 \$ US le baril de WTI en 2015 et à 74 \$ US le baril en 2016) et aux taux d'intérêt (première hausse de taux par la Banque du Canada reportée d'un trimestre, au deuxième trimestre de 2016) soient modestes, la publication des comptes nationaux pour le premier trimestre au Canada a montré des déclinés plus importants que prévu des dépenses en immobilisations dans le secteur de l'énergie. Ce nouvel élément a clairement indiqué un effondrement de l'activité au début de l'année en Alberta qui, d'après nous, donnera lieu à une contraction de 1,0 % du PIB réel pour l'année. Nous avons également diminué la croissance de Terre-Neuve-et-Labrador pour la ramener à -0,2 % (par rapport à +0,8 % auparavant) pour refléter une chute plus marquée que prévu des dépenses en immobilisations et un passage plus mauvais que prévu par rapport à 2014.

**La Colombie-Britannique a maintenant le droit de se vanter pour 2015**

Nous avons abaissé nos attentes de regain de la croissance en Ontario pour cette année à la lumière des chiffres sur l'emploi quelque peu décevants des derniers mois, bien qu'il y ait des signes de vigueur dans d'autres secteurs (par exemple, l'immobilier). À l'opposé, les données sur le marché immobilier et les dépenses de consommation en Colombie-Britannique nous ont favorablement étonnés et nous ont encouragés à relever d'un cran nos prévisions de croissance du PIB réel pour cette province. Les révisions pour l'Ontario et la Colombie-Britannique sont telles que leur classement est modifié par rapport à celui de mars, la Colombie-Britannique pouvant maintenant prétendre à la première place pour 2015.

## La Colombie-Britannique en tête

L'économie de la Colombie-Britannique fait une remontée impressionnante qui, d'après nous, la mènera en tête du classement provincial en fonction de la croissance en 2015. Dans un contexte d'accélération du marché du logement, les consommateurs de la province ont augmenté leurs dépenses, tout vacillement de la confiance découlant du rendement étonnamment décevant du marché du travail depuis le début de l'année étant plus que contrebalancé par l'incidence de la baisse des prix de l'essence. Les perspectives de gains additionnels demeurent prometteuses dans les secteurs axés sur l'exportation, l'économie des États-Unis étant prête à rebondir après qu'un ralentissement attribuable aux conditions climatiques au premier trimestre eut fait en sorte de modérer temporairement la demande de biens produits dans la province. Nous prévoyons une solide croissance de 3,0 % du PIB réel en 2015 et de 3,1 % en 2016, soit légèrement au-dessus de notre taux estimatif de 2,9 % en 2014 dans les deux cas.

### Accélération du marché du logement...

Le rythme explosif de l'activité du marché du logement ne montre aucun signe de ralentissement jusqu'à maintenant en 2015, les reventes de maisons atteignant même leur plus haut niveau depuis 2009 au premier trimestre. Comme le parc de maisons à vendre n'arrive pas à fournir la demande des acheteurs, les gains des prix annuels moyens sont de nouveau supérieurs à 10 %. L'effet de richesse lié à la hausse des évaluations des maisons ainsi que l'augmentation du pouvoir d'achat attribuable aux économies réalisées à la pompe devraient vraisemblablement stimuler une remontée des dépenses des consommateurs. Les ventes au détail ont monté en flèche dans la province au début de l'année en raison du nombre record de Britanno-Colombiens conduisant de nouveaux véhicules acquis auprès des concessionnaires au cours du premier trimestre. Le climat inhabituellement clément pourrait avoir incité les consommateurs à devancer leurs achats et il est peu probable que ce rythme effréné de dépenses se maintienne, même s'il devrait demeurer soutenu tout au long de l'année.

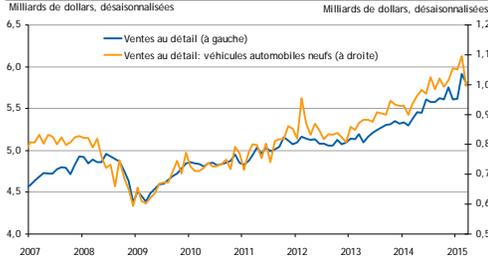
### ...malgré un certain ralentissement du marché du travail

Des facteurs démographiques favorables sont à la base de la solide demande intérieure, l'accroissement de la population de la province dépassant la moyenne nationale pour la première fois depuis 2010. Le ralentissement du flux d'immigrants internationaux est plus que compensé par le nombre de plus en plus important d'Ontariens à s'exiler vers la province côtière. Celle-ci demeure une destination de choix malgré l'évolution irrégulière récente du marché du travail. Après les gains modestes enregistrés au début de l'année, les statistiques montrent une perte record de 29 000 emplois en avril, surtout dans le secteur des services. Cela étant dit, d'autres facteurs nous portent à croire que ce déclin ne sera que de courte durée. Soulignons l'envolée du nombre d'heures travaillées et la solide croissance des salaires des derniers mois, qui indiquent une demande soutenue de main-d'œuvre dans la province qui entraînera vraisemblablement un revirement de situation concernant l'embauche pour les mois à venir.

### La demande extérieure demeure solide malgré certaines difficultés

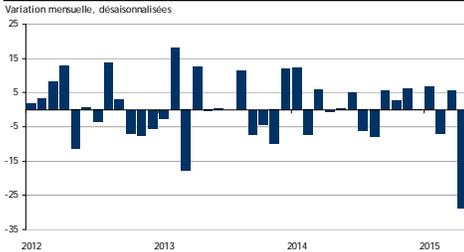
Une plus grande présence sur les marchés d'exportation ainsi que la dépréciation du dollar canadien ont entraîné un rendement correct des exportations de marchandises à l'international depuis le début de 2015. Les livraisons de bois d'œuvre au sud de la frontière ont fait croître les activités de négociation avec les États-Unis malgré la faiblesse des prix et les conditions climatiques hivernales difficiles qui ont plombé les activités de construction dans le pays. Il y a eu une hausse de la demande pour cette marchandise de la part de la Chine et du Japon, même si la faiblesse constatée pour la valeur nominale des exportations de gaz naturel attribuable aux prix anémiques a modéré l'ensemble des gains tirés des exportations. Pour ce qui est du GNL, des nouvelles positives ont découlé de la signature, par le gouvernement de la Colombie-Britannique, d'une entente de mise en valeur avec un important acteur dans le secteur, bien que la décision d'investissement finale ne soit pas toujours prise. À cette étape, nos prévisions pour 2015 et 2016 ne tiennent compte que des travaux préliminaires en vue de la construction de projets de GNL.

Colombie-Britannique : ventes au détail



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique : emploi



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	2,4	1,9	2,9	3,0	3,1
PIB nominal	2,3	3,2	4,7	4,5	5,3
Emploi	1,6	0,1	0,6	1,2	1,4
Taux de chômage (%)	6,8	6,6	6,1	5,7	5,5
Ventes au détail	1,9	2,4	5,6	5,6	4,6
Mises en chantier (unités)	27 465	27 054	28 356	31 500	29 300
Indice des prix à la consommation	1,1	-0,1	1,0	0,9	2,3

Laura Cooper  
Économiste

## Contraction de l'économie sur fond de changements brusques

La débâcle du prix du pétrole martèle les dépenses en immobilisations du secteur de l'énergie de l'Alberta plus rapidement et dans une plus grande mesure que nous l'avions précédemment prévu, ce qui nous a incités à réviser à la baisse nos prévisions à l'égard du PIB réel, en déclin de 1,0 % en 2015. Pourtant, des signes montrent que la détérioration de la croissance s'est grandement modérée au cours des récents mois, la raclée dans le marché du logement se stabilisant et le flot d'annonces de licenciements n'ayant pas d'incidence notable sur l'emploi (du moins, jusqu'à maintenant). Cela étant dit, les répercussions plus générales des chocs pétroliers ne se sont toujours pas fait sentir dans leur pleine ampleur et la résistance des secteurs hors énergie de l'Alberta pourra être déterminée plus clairement au cours des prochains mois. Malgré les résultats négatifs prévus en 2015, nous demeurons convaincus qu'une reprise graduelle des prix de l'énergie pendant la période envisagée contribuera à un revirement en 2016, nos prévisions de croissance du PIB réel s'établissant à 1,7 %.

### Le secteur de l'énergie est celui le plus durement touché par la chute des prix du pétrole...

Les bas prix du pétrole brut ont exercé une forte pression sur les sociétés pétrolières et gazières, les obligeant à mettre en place d'importantes mesures de réduction des coûts. Ces mesures comprennent une réduction massive du nombre d'appareils de forage actifs dans la province au cours de la présente saison de forage (le taux moyen d'utilisation des capacités a chuté à son plus bas niveau en plusieurs années, à seulement 35 % et des déclinis appréciables des dépenses en immobilisations au début de 2015). Dans le contexte d'instabilité, la production de bitume brut poursuit sa montée, les producteurs réalisant la production la plus importante en cumul annuel depuis plus d'une décennie, ce qui reflète un nombre croissant de nouveaux projets de sables bitumineux et d'expansions mis en œuvre. Cela étant dit, les récentes fermetures de sables bitumineux attribuables aux incendies de forêt pourraient aggraver l'ensemble des conditions difficiles avec lesquelles le secteur de l'énergie est aux prises. Les perspectives de changements de politiques fiscales provinciales suite à la victoire écrasante du Nouveau Parti démocratique aux élections provinciales du début de mai ont ajouté un nouvel élément à considérer de la part des entreprises. En outre, ces dernières voudront sans doute attendre que le nouveau gouvernement clarifie ses intentions au sujet des promesses électorales de relever le taux d'imposition des sociétés et de revoir le régime de redevances sur les ressources non renouvelables de la province.

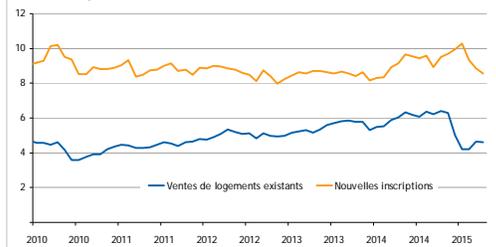
### ...bien que les pressions du marché du travail pourraient s'intensifier

Les statistiques globales d'emploi continuent de montrer des signes de tendance à la hausse dans la province. Toutefois, tout indique qu'une pression à la baisse est en train d'apparaître dans les secteurs de production de biens (dans lesquels il y a eu 14 000 pertes d'emplois jusqu'à maintenant cette année en construction, dans le secteur manufacturier et dans les secteurs minier et pétrolier et gazier). Les embauches dans le secteur public ont largement absorbé l'écart, maintenant ainsi le taux d'emploi global au-dessus des niveaux affichés un an auparavant. Une hausse régulière de la population active a cependant dépassé la hausse de l'emploi, ce qui a occasionné un bond du taux de chômage près d'un sommet jamais vu en quatre ans de 5,5 % en mars et en avril. Une montée à un sommet de six ans du nombre d'inscriptions initiales des Albertains à l'assurance-emploi au printemps a soulevé des craintes qu'une flambée encore plus marquée du chômage ne survienne dans les prochains mois.

### Stabilisation du marché du logement... pour l'instant, bien qu'à des niveaux beaucoup plus bas

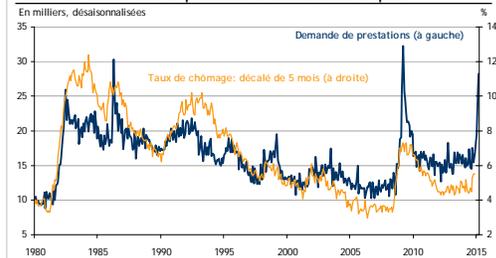
Au printemps, les ventes de maison ont repris alors qu'elles avaient atteint un creux au cours de l'hiver. Surtout, les nouvelles inscriptions ont annulé la plus grande partie de la montée découlant de l'incertitude enregistrée à la fin de l'année dernière, ce qui laisse entendre qu'il y a un regain de la confiance dans le marché du logement. Néanmoins, le marché demeure vulnérable à la détérioration de la situation de l'emploi dans la province. Étant donné que l'activité est à un creux historique en cumul annuel, nous prévoyons que les reventes annuelles de maisons chuteront de manière importante en 2015. La faiblesse touchera également la construction de nouvelles maisons, les mises en chantier prévues dégringolant, passant de 41 600 unités en 2014 à 31 200 unités en 2015.

Alberta : ventes de logements existants et nouvelles inscriptions  
Milliers d'unités, désaisonnalisés



Source: Association canadienne de l'immobilier, Recherche économique RBC

Alberta : demandes de prestations d'assurance emploi



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

#### Alberta - prévisions en bref

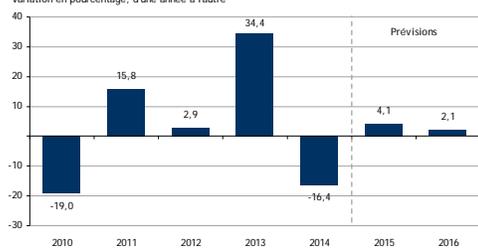
Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	4,5	3,8	4,4	-1,0	1,7
PIB nominal	5,6	7,1	8,1	-8,2	8,0
Emploi	3,5	2,5	2,2	0,4	0,9
Taux de chômage (%)	4,6	4,6	4,7	6,0	5,3
Ventes au détail	7,0	6,9	7,5	-0,3	3,4
Mises en chantier (unités)	33 396	36 011	40 590	31 200	30 000
Indice des prix à la consommation	1,1	1,4	2,6	0,7	2,4

Laura Cooper  
Économiste

## Saskatchewan : production agriculture

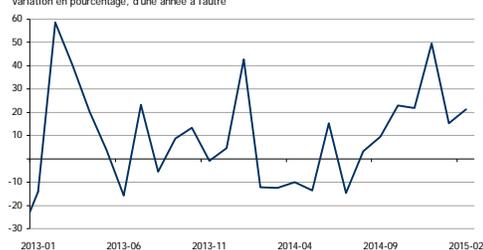
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Saskatchewan : production de potasse

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	3,1	5,0	1,4	1,6	1,9
PIB nominal	5,7	5,5	0,1	-1,5	7,1
Emploi	2,4	3,1	1,0	0,6	1,3
Taux de chômage (%)	4,7	4,1	3,8	4,7	4,5
Ventes au détail	7,4	5,1	4,6	-0,5	3,8
Mises en chantier (unités)	9 968	8 290	8 257	5 300	6 500
Indice des prix à la consommation	1,6	1,4	2,4	1,7	3,0

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

## Maintenir une croissance modeste malgré les difficultés

L'estimation préliminaire du PIB réel pour 2014 dévoilée récemment par Statistique Canada a confirmé que le rythme de l'économie de la Saskatchewan avait considérablement ralenti au cours de l'année dernière (passant d'un taux de 5,0 % en 2013 à tout juste 1,4 % en 2014), mais pas autant que nous l'aurions prévu (notre prévision de mars était de 1,1 %). Le ralentissement de l'année dernière reflète principalement la diminution sans surprise de 16 % de la production agricole à la suite des récoltes surabondantes de 2013. L'activité minière a compensé plus que prévu la situation, en augmentant de 7,2 %, comparativement à des prévisions de 2,6 %. La croissance de l'activité minière liée à l'énergie et de l'activité minière non liée à l'énergie a été plus élevée que prévu. Pour l'avenir, nous nous attendons à un ralentissement de l'extraction du pétrole et du gaz et à des investissements moins élevés dans le secteur de l'énergie pour maintenir une croissance globale modeste dans la province, tant cette année que l'année prochaine, le PIB réel augmentant de respectivement 1,6 % et 1,9 %. Il s'agit d'une révision à la baisse par rapport aux gains prévus au dernier trimestre de 2,1 % pour 2015 et de 2,3 % pour 2016, les récentes données indiquant un retard possiblement plus grand des activités manufacturières et de vente au détail en raison de la faiblesse du secteur de l'énergie que nous avons déjà prévue.

## Le dynamisme manifeste de l'activité minière non liée à l'énergie...

Le principal problème pour les perspectives pour la Saskatchewan est toujours la mesure dans laquelle la croissance de l'activité non liée à l'énergie surpassera la faiblesse de la production et de l'investissement dans le secteur de l'énergie. Nous estimons qu'à court terme, le secteur de l'énergie de la province continuera à éprouver des difficultés, même en supposant une reprise partielle des prix du pétrole (ce qui est notre cas). Peut-être que la question la plus importante pour l'économie provinciale concerne les perspectives pour le secteur de la potasse. La hausse surprise de l'activité minière non liée à l'énergie en 2014 reflète essentiellement une solide augmentation de 6 % de la production de la potasse. Cette augmentation a eu lieu malgré un départ raté au début de l'année, alors que la production provinciale a inscrit une remontée spectaculaire au cours du second semestre de 2014 dans un contexte de diminution de la production à l'étranger, liée en partie à l'inondation d'une importante usine de production. Les chiffres préliminaires indiquent que cette vigueur s'est maintenue jusqu'au début de 2015 et nous prévoyons qu'elle se prolongera en nous fondant sur nos perspectives d'amélioration de la croissance économique mondiale. Ainsi, nous anticipons que les gains de l'activité minière non liée à l'énergie compenseront entièrement la faiblesse de l'énergie, et ce, tant pour cette année que pour la suivante.

## ...atténuera l'incidence du choc pétrolier

La contribution positive du secteur minier non lié à l'énergie devrait aussi marquer les activités d'investissement et de construction. Selon des rapports informels, les producteurs de potasse de la Saskatchewan augmenteront leurs dépenses en immobilisations au cours des prochaines années, et nous prévoyons que les investissements plus élevés atténueront la faiblesse attribuable au secteur de l'énergie. Nous prévoyons que le recul de l'ensemble des activités de construction devrait se poursuivre au cours de l'année, quoique par un chiffre relativement modeste de 2 % après le déclin de 2,5 % enregistré l'an dernier. Les activités de construction devraient ensuite rebondir de 2 % en 2016. Un sondage de Statistique Canada sur les projets de dépenses en immobilisations devant être publié en milieu d'année sera scruté avec la plus grande attention à la recherche d'indices confirmant que l'investissement non lié à l'énergie amoindrira les conséquences du déclin de l'investissement dans le secteur de l'énergie.

## De bonnes conditions d'ensemencement sont de bon augure pour le secteur de l'agriculture

Un autre facteur de croissance dans la province est probablement la production agricole, qui enregistrera à nouveau une croissance positive. Selon les données préliminaires pour la récolte de 2015, les conditions d'ensemencement sont plus favorables cette année comparativement aux ensemencements tardifs des deux années précédentes, au cours desquelles les conditions étaient excessivement humides. En définitive toutefois, la production agricole finale devrait surtout dépendre du climat tout au long de la période de croissance estivale.

## Fin du ralentissement de 2014

Au Manitoba, la croissance a ralenti à 1,3 % en 2014, comparativement à un gain de 2,2 % en 2013 selon les estimations préliminaires récemment publiées par Statistique Canada. La croissance estimative de la dernière année dans la province est inférieure à celle de 1,8 % que nous avons prévue au dernier trimestre. Bien que la croissance du secteur manufacturier se soit raffermie en 2014 pour atteindre 2,6 %, comparativement à un gain négligeable de seulement 0,3 % en 2013, une amélioration plus marquée était prévue. De plus, la province a enregistré une chute plus importante que prévu de 8 % de l'activité minière, la faiblesse vraisemblablement concentrée dans l'extraction du pétrole et du gaz s'étant mise en place même avant la chute vertigineuse des prix du pétrole brut.

### Le secteur manufacturier bénéficie du choc pétrolier...

Même si la faiblesse des prix du pétrole devrait continuer à peser sur l'extraction de pétrole et de gaz de la province, nous nous attendons à ce que l'économie manitobaine profite, tout compte fait, du choc pétrolier. Des répercussions plus importantes et positives se feront sentir sur le secteur manufacturier du Manitoba, dont la taille est quatre fois celle du secteur de l'extraction du pétrole et du gaz. La demande d'exportation de biens manufacturiers produits dans la province sera stimulée par l'activité économique plus vigoureuse des États-Unis attribuable à la faiblesse des prix du pétrole ainsi qu'à la dépréciation correspondante du dollar canadien. Ces perspectives plus encourageantes pour le secteur manufacturier représentent un facteur clé appuyant notre prévision d'accélération de la croissance globale de la province à 2,6 % en 2015 et à 2,8 % en 2016, ce qui est supérieur au taux de croissance national dans les deux cas.

### ...bien que le secteur ait commencé l'année 2015 sur une note discordante

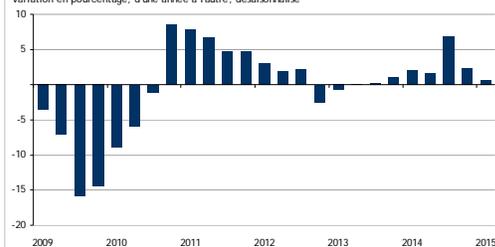
Le taux de croissance prévu pour le Manitoba pour cette année représente une légère révision à la baisse par rapport à celui de 2,8 % prévu au dernier trimestre. Même si nous nous attendons toujours à ce que la croissance dans le secteur manufacturier continue de se renforcer en 2015, nous avons révisé le taux de croissance à la baisse par rapport à celui prévu au dernier trimestre, de 5,5 % à 4 %. Cela reflète en partie les indications de perte de vitesse dans le secteur au cours de l'année dernière que nous avons déjà anticipée et le ralentissement des ventes manufacturières du premier trimestre de cette année. Toutefois, sur ce dernier point, nous estimons que le ralentissement manufacturier en milieu de l'année est attribuable à des facteurs transitoires comme les conditions climatiques hivernales extrêmes et la grève portuaire de la côte Ouest des États-Unis qui ont fait stagner la croissance aux États-Unis et au Canada au premier trimestre. Par conséquent, nous nous attendons à ce que la faiblesse de l'activité manufacturière soit renversée au cours du reste de l'année 2015. Il est important de remarquer que les données hâtives pour 2015 montrent une évolution positive dans des industries précises de transformation, notamment le matériel de transport et les meubles, qui a été contrebalancée par la faiblesse d'autres industries, comme les produits alimentaires et la machinerie.

### Le marché de l'emploi reprend de la vigueur

Les signes de reprise du marché de l'emploi appuient notre conviction selon laquelle la croissance rebondira cette année au Manitoba. Les gains d'emploi ont commencé lors du dernier trimestre de 2014 à un taux annualisé solide de 2 % et se sont poursuivis au premier trimestre de 2015, ce qui est de bon augure pour la croissance de l'emploi pour cette année et la suivante, qui devrait se situer à respectivement 1,6 % et 1,0 %, contre un gain négligeable de 0,1 % l'année dernière. Un rebond similaire anticipé de la croissance de la population active devrait restreindre l'amélioration du taux de chômage à seulement 5,3 % en 2015 et à 5,1 % en 2016, contre 5,4 % en 2014. Cela étant dit, le taux de chômage du Manitoba demeurera le deuxième plus bas parmi les provinces après la Saskatchewan.

#### Manitoba : ventes des fabricants

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, désaisonnalisé



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

#### Manitoba : emploi

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, désaisonnalisé, trimestriel



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

#### Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	3,3	2,2	1,3	2,6	2,8
PIB nominal	6,0	3,7	2,9	4,0	5,2
Emploi	1,6	0,7	0,1	1,6	1,0
Taux de chômage (%)	5,3	5,4	5,4	5,3	5,1
Ventes au détail	1,3	3,9	4,3	3,4	4,6
Mises en chantier (unités)	7 242	7 465	6 220	5 400	6 300
Indice des prix à la consommation	1,6	2,3	1,8	1,1	2,6

Paul Ferley  
Économiste en chef adjoint

Ontario : exportations nominales de marchandises

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario : emploi

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	1,7	1,3	2,4	2,8	3,1
PIB nominal	3,2	2,4	4,3	4,7	5,0
Emploi	0,7	1,8	0,8	1,2	1,3
Taux de chômage (%)	7,9	7,6	7,3	6,7	6,3
Ventes au détail	1,6	2,3	5,0	4,6	4,4
Mises en chantier (unités)	76 742	61 085	59 134	63 700	64 000
Indice des prix à la consommation	1,4	1,1	2,3	1,3	2,5

Robert Hogue  
Économiste principal

Place aux Jeux !

L'expansion économique de l'Ontario semble en voie de s'accélérer encore davantage en 2015 après avoir gagné en vitesse de manière appréciable en 2014. La force de l'activité d'exportation de marchandises demeure le principal moteur de l'expansion cette année, et l'élan donné au tourisme par la tenue des Jeux panaméricains et parapanaméricains dans la région du Grand Toronto cet été viendra solidifier les services. Le dynamisme impressionnant du secteur des ménages au cours des premiers mois de 2015 laisse aussi entrevoir une contribution importante des dépenses de consommation et du marché immobilier à l'expansion cette année. Cela étant dit, la création d'emplois à ce jour a été légèrement plus faible que prévu, ce qui nous a amenés à réviser légèrement nos prévisions de croissance du PIB réel à un taux encore élevé de 2,8 % pour 2015, comparative-ment à 3,3 % dans l'édition de mars de *Perspectives provinciales*. Ce taux révisé demeure plus élevé que celui de 2,4 % qui constitue maintenant notre estimation pour 2014. De plus, nous sommes d'avis qu'une partie de la croissance que nous n'anticipons plus en 2015 sera plutôt retardée et se réalisera en 2016, comme le montre la hausse de notre prévision pour l'année prochaine, qui est passée de 2,7 % à 3,1 %.

Des perspectives favorables pour les exportations

Bien que l'interruption en vue du réoutillage ait nui à la production à deux des usines de montage d'automobiles de la province et que les conditions climatiques particulièrement mauvaises au sud de la frontière aient encore une fois représenté des difficultés pour les exportations aux États-Unis au premier trimestre de 2015, les exportateurs de l'Ontario ont continué d'opérer à plein régime. Au cours des trois premiers mois de l'année, les exportations en valeur nominale de marchandises se sont chiffrées à 9,4 % de plus que celles inscrites un an auparavant, les fortes hausses étant enregistrées par les principales catégories d'exportation, y compris la machinerie industrielle, les produits électriques et électroniques, les véhicules automobiles et les pièces et les biens de consommation. Les perspectives pour le secteur de l'exportation de l'Ontario sont toujours excellentes grâce au raffermissement de la demande des États-Unis (nous prévoyons que la stagnation de l'économie des États-Unis au premier trimestre sera renversée au cours des prochains trimestres) et à l'amélioration de la compétitivité découlant de la dépréciation du dollar canadien. De plus, l'achèvement imminent du réoutillage dans le secteur automobile viendra propulser la production et les exportations de véhicules automobiles au cours de l'année. Pour ce qui est des services, les Jeux panaméricains et parapanaméricains, soit les troisièmes jeux multidisciplinaires en importance au monde, qui se tiendront dans la région du Grand Toronto en juillet et en août, donneront un élan important au tourisme dans la province.

La modeste création d'emplois ne freine pas les ménages outre mesure en Ontario

Les indicateurs laissent entrevoir que les ménages ontariens ont été assez optimistes par rapport à leurs perspectives pour réaliser des achats importants depuis le début de l'année. C'est certainement le cas pour les achats de maisons existantes, dans le cas desquelles les unités vendues ont progressé de plus de 12 % par rapport à celles d'il y a un an pour les quatre premiers mois de 2015. Selon toute vraisemblance, les ventes de maisons pourraient même avoir été plus importantes si plus de maisons en vente l'avaient été dans les marchés importants, comme Toronto. L'activité immobilière gonflée a quant à elle stimulé des segments du secteur du commerce de détail de l'Ontario, comme les meubles, les appareils et les matériaux de construction. Une telle vigueur montrée par les ménages est quelque peu surprenante compte tenu du rendement plutôt terne du marché du travail de l'Ontario à ce jour. La croissance de l'emploi a été anémique, s'établissant à 0,5 % depuis le début de l'année, la hausse se présentant surtout sous la forme d'emplois à temps partiel. La vigueur de la demande des ménages malgré un recul prononcé du solde migratoire et le ralentissement de l'accroissement de la population est aussi étonnante. Bien que nous prévoyions que les flux migratoires commenceront à s'améliorer au cours de la période qui vient, en partie au détriment de l'Alberta, des facteurs démographiques limiteront vraisemblablement la croissance future de l'activité immobilière dans la province.



## Une croissance plus équilibrée s'amorcera

Les facteurs intérieurs et extérieurs de l'économie du Québec s'opposent jusqu'à maintenant en 2015. L'activité axée sur le marché intérieur a quelque peu ralenti, tandis que les exportateurs de la province ont continué à obtenir du succès après les gains impressionnants réalisés en 2014. Nous prévoyons cependant que la performance économique sera plus équilibrée au cours du reste de l'année. Les récents gains sur le marché de l'emploi, plus particulièrement, annoncent une reprise de la confiance qui devrait stimuler à la fois les ménages et les entreprises. Cette situation sera encore davantage renforcée par l'incidence positive de la baisse des prix du pétrole et la dépréciation du dollar canadien. Nous sommes d'avis que la force de l'ensemble des secteurs contribuera à l'accélération de la croissance du PIB réel qui passera de 1,4 % en 2014 à 1,8 % en 2015. Nous estimons qu'il y a toujours de la place pour une accélération additionnelle, quoique modeste, du rythme en 2016, à 2,0 %.

### Les exportateurs du Québec profitent d'une bonne période

Le rendement du commerce extérieur est certes la nouvelle la plus encourageante pour la Belle Province depuis le début de l'année. Les statistiques à ce jour montrent que les exportations internationales de marchandises continuent de croître rapidement après avoir enregistré des gains impressionnants en 2014. L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) révèle que les exportations réelles de marchandises ont augmenté de plus de 10 % au premier trimestre de 2015 par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Presque toutes les principales catégories d'exportations ont inscrit des hausses importantes. Un succès aussi généralisé en dit long sur la capacité des exportateurs du Québec à saisir les occasions découlant de la reprise de l'économie américaine et de la dépréciation du dollar canadien. Nous prévoyons que le commerce extérieur demeurera le principal moteur de croissance en 2015, ce qui aura des répercussions favorables pour les manufacturiers du Québec.

### Le ralentissement de l'économie intérieure sera probablement temporaire

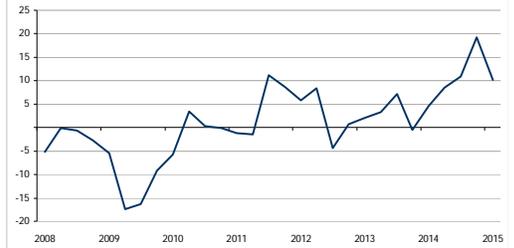
La performance de l'économie intérieure est toutefois plus décevante. Les dépenses des ménages ont, pour la plupart, atteint un plateau. C'est cependant la construction, à l'exception peut-être de la rénovation domiciliaire, qui a montré les plus grands signes de faiblesse. Les mises en chantier ont diminué de 29 % par rapport à il y a un an au cours des quatre premiers mois de l'année, tandis que le nombre de maisons en construction a reculé de près de 10 % d'une année sur l'autre au premier trimestre. Sans aucun doute, le stock d'unités (surtout des appartements en copropriété) récemment terminées qui atteint un sommet historique dans des marchés comme Montréal et Gatineau pèse actuellement sur l'intention des constructeurs de commencer de nouveaux projets. Il y a néanmoins des signes précurseurs de reprise de la construction résidentielle plus tard cette année. Les reventes de maisons ont grandement augmenté en mars et en avril, ce qui est normalement un indicateur avancé de mises en chantier. Fait important, la création d'emplois a repris dans la province après avoir stagné en 2014. Il y a eu création de 50 000 emplois nets au cours des quatre premiers mois de l'année et nous sommes d'avis qu'il y en aura probablement plus. L'amélioration des perspectives d'emploi aidera à ranimer les dépenses des ménages et à stabiliser la construction résidentielle dans la province.

### Déficit provincial : une lumière au bout du tunnel

L'incertitude précédant la publication du budget provincial du Québec (le 26 mars) a peut-être contribué à miner la confiance plus tôt cette année. Dans ce cas, le gouvernement provincial a tenu sa promesse d'équilibrer le budget de l'exercice en cours en insistant fortement sur le contrôle des dépenses. Nous estimons que, bien que la politique budgétaire demeure restrictive à court terme, le fait de voir la lumière au bout du tunnel après six années consécutives de déficits fera en sorte que l'incertitude engendrée par la politique s'estompe graduellement.

Québec : exportations réelles de marchandises

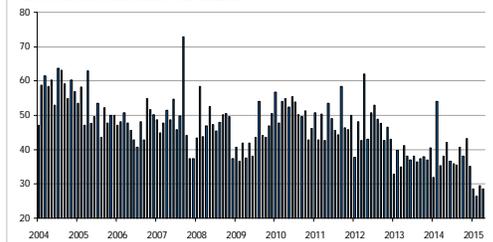
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Institut de la statistique du Québec (ISQ), Recherche économique RBC

Québec : mises en chantier

Milliers d'unités, désaisonnalisées, taux annualisé



Source: Société canadienne d'hypothèque et de logement, Recherche économique RBC

Québec - prévisions en bref

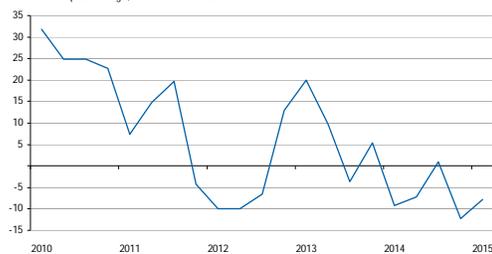
Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	1,5	1,0	1,4	1,8	2,0
PIB nominal	3,4	1,5	3,0	3,7	3,7
Emploi	0,8	1,4	0,0	1,1	0,8
Taux de chômage (%)	7,7	7,6	7,7	7,4	7,2
Ventes au détail	1,2	2,5	1,7	3,3	4,0
Mises en chantier (unités)	47 367	37 758	38 810	34 800	35 500
Indice des prix à la consommation	2,1	0,8	1,4	1,3	2,6

Robert Hogue  
Économiste principal

## Nouveau-Brunswick : exportations non énergétiques

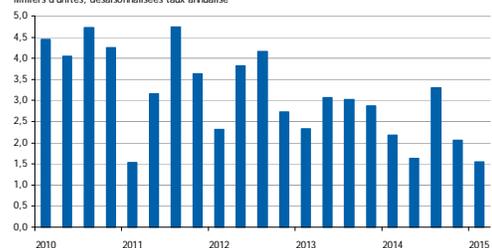
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Nouveau-Brunswick : mises en chantier

Milliers d'unités, désaisonnalisées, taux annualisé



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	-0,4	-0,5	0,2	1,6	1,5
PIB nominal	1,1	0,5	1,5	3,0	3,5
Emploi	-0,7	0,4	-0,2	0,2	0,3
Taux de chômage (%)	10,2	10,3	10,0	9,9	9,7
Ventes au détail	-0,7	0,7	3,8	1,5	3,2
Mises en chantier (unités)	3 299	2 843	2 276	2 100	2 000
Indice des prix à la consommation	1,7	0,8	1,5	0,6	2,7

Gerard Walsh  
Économiste

## La croissance économique suivra après un lent départ en 2015

L'estimation préliminaire du PIB réel de Statistique Canada montre que la faiblesse économique prolongée du Nouveau-Brunswick s'est poursuivie en 2014, puisque le recul de l'activité minière et manufacturière a pesé sur le rendement. Les indicateurs économiques sont, de manière décevante, demeurés léthargiques jusqu'à maintenant en 2015 : les mises en chantier ont ralenti au premier trimestre et la reprise de l'emploi et des exportations se fait attendre. Malgré les signes d'un début d'année lent, nous nous attendons à ce que les conditions s'améliorent au cours du reste de 2015, ce qui permettrait à l'économie provinciale de croître à son rythme le plus rapide en cinq ans. Des investissements dans les secteurs minier, manufacturier et forestier devraient se traduire par une hausse de la production et des exportations. Selon nos prévisions, après avoir inscrit une légère croissance estimative de 0,2 % en 2014, le PIB réel devrait progresser de 1,6 % en 2015 avant de ralentir à 1,5 % en 2016.

## Le budget du gouvernement révèle que la province se trouve à la croisée des chemins

Le budget 2015 du Nouveau-Brunswick, publié au printemps, révèle de sombres perspectives budgétaires. Le budget prévoit que le déficit provincial augmentera, passant de 255 millions de dollars en 2014-15 à 477 millions de dollars en 2015-16, et n'indique pas à quel moment devrait s'effectuer le retour à un excédent. Il devrait être établi une fois que le gouvernement nouvellement élu aura terminé sa revue stratégique des programmes. Afin de commencer à s'attaquer au manque à gagner, le budget vise à chercher le juste milieu entre la croissance des revenus, obtenue essentiellement au moyen de hausses de taxes et d'impôt sur le carburant et les contribuables au revenu élevé, et le contrôle des coûts. Parmi les mesures de contrôle des coûts, notons l'élimination de postes d'enseignant (par attrition) qui pèseront sur l'emploi dans le secteur public. Pour compenser, la province augmentera le budget d'investissement et créera une Initiative en matière d'infrastructure stratégique visant à créer 1 200 emplois et à donner un coup de fouet à l'économie en stimulant les dépenses sur des projets d'infrastructures.

## Le secteur minier et le secteur forestier à un tournant

Après trois années de recul de la production, le secteur minier du Nouveau-Brunswick est prêt à reprendre du galon, et nous prévoyons que la production de minéraux métallifères et non métallifères devrait augmenter au cours de 2016. La production de potasse devrait nettement augmenter à compter de cette année, puisque la production du projet Picadilly, près de Sussex, a progressé à 2,2 milliards de dollars. La mine de zinc Caribou a commencé ses activités en mars et demeure en bonne voie d'avoir achevé son redémarrage complet au deuxième trimestre de 2015. Les perspectives minières demeurent prometteuses à long terme, puisque la proposition de projet de tungstène et de molybdène Sisson progresse vers la phase de construction de deux ans. Il y a aussi des raisons d'être optimistes pour le secteur forestier. L'accroissement des possibilités de coupe autorisées et les investissements dans les scieries dans l'ensemble de la province devraient soutenir la production croissante dans un contexte de raffermissement de la demande des États-Unis de produits du bois. Nous prévoyons que le rétablissement des secteurs minier et forestier contribuera à stimuler les exportations non liées à l'énergie qui s'étaient effondrées depuis le début de 2015.

## Le recul de l'emploi se poursuit, mais une reprise est en vue

Même si l'emploi dans le secteur privé a fléchi jusqu'à maintenant en 2015, tout indique qu'un revirement de situation est imminent. L'emploi dans le secteur manufacturier est en hausse et continuera de profiter des récents investissements dans de nouvelles capacités et de l'amélioration de la compétitivité découlant de la dépréciation du dollar canadien. Bien que le secteur de la construction continue de subir le déclin des mises en chantier dans la province, les pertes d'emploi seront jugulées par les investissements non résidentiels continus. De plus, l'emploi dans les services privés bénéficiera de la hausse des revenus de consommation discrétionnaire attribuable en partie à la baisse des prix de l'essence et à une hausse graduelle du revenu minimum jusqu'en 2017.

## La croissance modérée se poursuit malgré des perspectives budgétaires et énergétiques tempérées

Selon les estimations préliminaires de croissance du PIB de Statistique Canada, l'économie de la Nouvelle-Écosse a repris en 2014 grâce à une hausse importante de la production de gaz naturel (attribuable à la première année complète d'activités au projet Deep Panuke). En 2015 et en 2016, l'économie fera face à des vents contraires, mais la croissance devrait se poursuivre à un rythme se rapprochant du taux amélioré de l'an dernier. L'activité manufacturière sera stimulée par le début des travaux de construction navale liés au contrat de frégates pour le gouvernement fédéral, qui s'échelonne sur plusieurs années, et par les perspectives positives de dépenses de consommation qui soutiendront le secteur des services de la province. Ces événements favorables aideront à compenser l'incidence négative découlant des compressions des dépenses publiques et les perspectives peu reluisantes pour la production de gaz naturel. Après un taux de croissance estimatif de 1,8 % en 2014, nous prévoyons que le PIB réel de la Nouvelle-Écosse augmentera de 1,7 % en 2015 et à un rythme un peu plus rapide de 2,0 % en 2016 lorsque l'activité de construction navale trouvera son rythme de croisière.

### La province jugulera son déficit principalement en limitant les dépenses

Le budget 2015 de la Nouvelle-Écosse, publié en avril, prévoit une autre année de déficit en 2015-16 avant de réaliser un excédent en 2016-17. Pour atteindre l'équilibre budgétaire d'ici l'année prochaine, la province compte sur l'instauration de modestes mesures fiscales et, surtout, sur un contrôle rigoureux de ses dépenses, ce qui signifie un gel des salaires des employés non syndiqués et une réduction des salaires du secteur public. Ces dernières mesures auront une incidence négative sur l'emploi dans le secteur public, qui suivait une tendance à la hausse depuis la chute de l'année dernière. Le gouvernement prévoit également couper dans son budget d'investissement pour le ramener à son plus bas depuis la récession, soit 490 millions de dollars en 2015-16, surtout en routes et en structures, comparativement à 535 millions de dollars en 2014-15.

### La production de gaz naturel remonte après les fermetures, mais les perspectives sont moroses

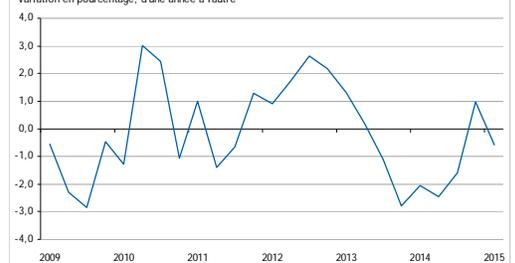
La production de gaz naturel a rebondi au cours des mois d'hiver après des fermetures dues à l'entretien en automne. Toutefois, des problèmes d'infiltration d'eau à Deep Panuke ont assombri les perspectives pour la production de gaz naturel. Les réserves totales ont été revues à la baisse de 50 % et, à partir de maintenant, ce projet pourrait n'exercer ses activités que sur une base saisonnière. L'autre projet important de mise en valeur de gaz naturel de la province à Sable Island enregistrera vraisemblablement des déclin de production liés à l'épuisement. Après avoir contribué de manière importante à la croissance en 2014, le secteur de l'énergie devrait plutôt lui nuire en 2015 et en 2016. Toutefois, un montant de 2 milliards de dollars est dépensé par des sociétés d'énergie pour des activités d'exploration extraterritoriale qui pourraient ouvrir la voie à de nouvelles activités de mise en valeur au cours des prochaines années.

### Le secteur manufacturier et les services entraîneront des créations d'emplois

Malgré les perspectives incertaines pour l'emploi dans le secteur public, nous continuons de prévoir une hausse globale modeste de l'emploi dans la province en 2015, étant donné qu'un rythme de croissance plus rapide de l'économie soutient la création d'emplois dans le secteur privé. La baisse des prix du pétrole, conjuguée à la hausse du salaire minimum, soutiendra les dépenses de consommation, ce qui devrait donner lieu à des créations d'emplois dans le secteur des services. L'emploi dans le secteur manufacturier devrait rebondir, puisque les investissements dans de nouvelles capacités et la dépréciation du dollar préparent le terrain pour une hausse de la production et des exportations. De plus, le début de la construction du premier navire de patrouille extracôtier et de l'Arctique à Halifax, en septembre 2015, marquera le début d'une expansion sur plusieurs années pour le secteur. Après un ralentissement en 2014, le secteur de la construction est prêt à rebondir, alors que les mises en chantier ont légèrement augmenté et que le travail progresse à de nombreux projets situés autour du port de Halifax, y compris le Nova Centre, la réfection du tablier du pont Macdonald et le projet du quartier King's Wharf sur le front de mer de Dartmouth.

#### Nouvelle-Écosse : secteur privé et travailleurs autonomes

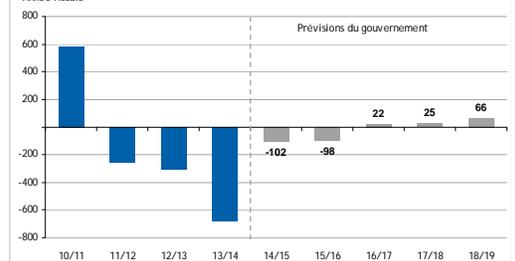
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

#### Nouvelle-Écosse : solde budgétaire

Année fiscale



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

#### Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

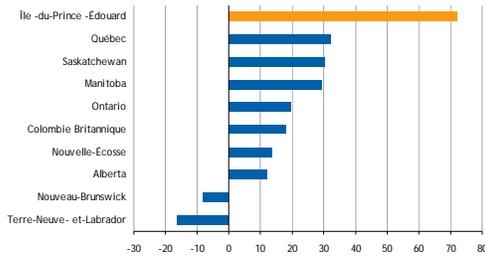
Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	-0,3	0,3	1,8	1,7	2,0
PIB nominal	-0,4	2,4	3,8	2,8	3,9
Emploi	1,0	-1,1	-1,1	0,3	0,6
Taux de chômage (%)	9,1	9,1	8,9	8,6	8,3
Ventes au détail	1,0	2,9	2,3	-0,7	3,1
Mises en chantier (unités)	4 522	3 919	3 056	3 200	3 300
Indice des prix à la consommation	1,9	1,2	1,7	0,6	2,8

Gerard Walsh  
Économiste

## Croissance des exportations de marchandises par province

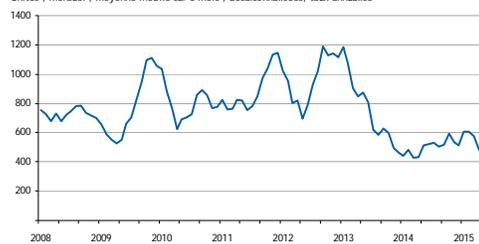
2011T1 - 2015T1, %



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Île-du-Prince-Édouard : mises en chantier

Unités, mensuel, moyenne mobile sur 6 mois, désaisonnalisées, taux annuel



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	1,0	2,0	1,4	1,6	1,7
PIB nominal	1,9	5,0	3,2	3,1	3,3
Emploi	1,7	1,4	-0,1	0,1	0,9
Taux de chômage (%)	11,1	11,5	10,6	10,2	9,8
Ventes au détail	3,2	0,8	3,3	1,8	3,7
Mises en chantier (unités)	941	636	511	540	600
Indice des prix à la consommation	2,0	2,0	1,6	-0,1	2,8

Gerard Walsh  
Économiste

## Les exportations continuent à dominer

Les estimations préliminaires du PIB réel de Statistique Canada pour 2014 montrent que la croissance de l'Île-du-Prince-Édouard a ralenti l'année dernière dans un contexte de ralentissement de la construction et d'une plus faible contribution de l'administration publique. Pour cette année, nous prévoyons que le secteur des exportations à croissance rapide de l'île, y compris le tourisme, continuera de progresser alors que la dépréciation du dollar canadien améliore la compétitivité. La hausse des salaires, la baisse des prix de l'essence et la progression de l'emploi soutiendront les dépenses de consommation. À la suite de la progression de 1,4 % en 2014, nous prévoyons une légère accélération de la croissance du PIB réel à 1,6 % en 2015 et à 1,7 % en 2016.

## Les perspectives liées à la construction sont mitigées

La construction a à la fois contribué au ralentissement de la croissance et au déclin de l'emploi de l'île en 2014, en raison du déclin des investissements publics prévus et de la construction de nouvelles maisons. Les perspectives à l'égard de la construction pour cette année sont mitigées. Une modeste reprise de l'activité résidentielle (déjà en cours lors des premiers mois de l'année) est possible. Toutefois, la construction non résidentielle sera vraisemblablement freinée par une baisse des dépenses en immobilisations dans le secteur public. Le plan de dépenses en immobilisations du gouvernement provincial présenté l'année dernière (toujours en vigueur puisque le budget provincial de 2015 a été remis au 4 mai en raison de l'élection provinciale) laisse présager une réduction des dépenses en immobilisations en 2015-16 (ainsi qu'au cours de toutes les années subséquentes, et ce, jusqu'en 2019-20). Les données préliminaires pour les dépenses de construction institutionnelle et gouvernementale montrent une chute marquée au premier trimestre de 2015. Des déclinés ont aussi été enregistrés dans les segments industriel et commercial, de sorte que les activités de construction non domiciliaire réelles ont reculé de 36 % d'une année sur l'autre au premier trimestre de 2015, donnant le ton, un ton pessimiste, pour le reste de l'année. Bien que nous soyons convaincus qu'il y a un potentiel de hausse pour la construction domiciliaire, des facteurs démographiques défavorables sur l'île limiteront l'ampleur de la reprise.

## Les exportations restent le principal moteur de croissance...

Le rendement du secteur des exportations de l'Île-du-Prince-Édouard au cours des dernières années est manifestement une réussite pour la province. Depuis 2011, les exportations de marchandises de l'Île-du-Prince-Édouard ont enregistré une croissance plus rapide que celle de toute autre province, atteignant la barre de 1 milliard de dollars pour la première fois en 2014. Les exportations de marchandises ont poursuivi leur envolée depuis le début de 2015, inscrivant une hausse de 10 % d'une année sur l'autre au premier trimestre grâce aux importantes ventes de machinerie industrielle, de produits électriques et électroniques et de biens de consommation. Nous prévoyons que ce succès se poursuivra pour le reste de l'année. Un autre élément clé d'exportation de la province, le tourisme, devrait bénéficier de la dépréciation du dollar canadien, même si le secteur ne profitera pas de l'attrait provoqué par le 150<sup>e</sup> anniversaire de la conférence de Charlottetown en 2014. Dans l'ensemble, nous nous attendons à ce que le commerce extérieur reste le principal facteur de croissance de l'économie provinciale en 2015 et en 2016.

## ...et de création d'emplois de la province

D'après nous, la vigueur du secteur externe contribuera peu à peu à la revitalisation du marché de l'emploi de l'Île-du-Prince-Édouard, qui a stagné l'année dernière lorsque l'emploi a légèrement reculé de 0,1 %. La reprise devrait être minime cette année, les prévisions de hausse de l'emploi s'établissant à tout juste 0,1 %. Nous anticipons cependant qu'un regain s'amorcera plus tard cette année et qu'il atteindra sa pleine vitesse de croisière d'ici 2016. De plus, nous prévoyons que la création d'emplois sera suffisamment forte pour réduire davantage le taux de chômage de la province, qui passerait de 10,6 % en 2014 à 10,2 % en 2015 et à 9,8 % en 2016. Ce serait la première fois que le taux de chômage passerait sous les 10 % sur une base annuelle en 38 ans.

## Déclin de l'activité économique puisque le secteur des ressources demeure faible

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador s'est contractée en 2014, puisque les prix peu élevés des marchandises ont malmené les secteurs des mines et de l'énergie et que les activités de construction ont ralenti. Pour 2015 et 2016, les perspectives sont défavorables, étant donné que le secteur public de la province et l'industrie minière demeurent sous pression et que les activités de construction ont ralenti davantage en raison des dépenses en immobilisations moins élevées. Après un déclin estimatif de 2,6 % en 2014, nous nous attendons à ce que le PIB réel continue à fléchir de 0,2 % en 2015 et de 0,4 % en 2016.

### Les investissements non résidentiels devraient décliner après plusieurs années d'essor des activités

Après avoir connu un essor prolongé depuis 2008, les activités de construction non domiciliaire devraient maintenant ralentir, puisque les grands projets commencent à s'achever partout dans la province. Les investissements et l'emploi liés à la construction de la plateforme pétrolière extraterritoriale Hebron ont atteint un plafond en 2014 et devraient maintenant diminuer, puisque le projet est presque terminé et que la mise en service est prévue pour 2017. Le projet hydroélectrique Muskrat Falls de 7 milliards de dollars viendra quelque peu compenser le tout, puisqu'il atteindra le sommet d'emploi de sa phase de construction cette année. Toutefois, le secteur résidentiel viendra aussi miner l'économie, puisque le ralentissement du marché de l'emploi et le déclin de la population pèsent sur les mises en chantier, qui devraient reculer légèrement cette année. Après avoir enregistré une forte croissance au cours des dernières années, les salaires hebdomadaires moyens dans le secteur de la construction sont de 35 % supérieurs à ceux de la moyenne de tous les emplois, une hausse par rapport à la prime de 14 % de 2011. Des perspectives plus sombres pour l'emploi en construction ont des répercussions négatives sur l'ensemble des revenus des particuliers et contribueront à la baisse soudaine des ventes au détail cette année.

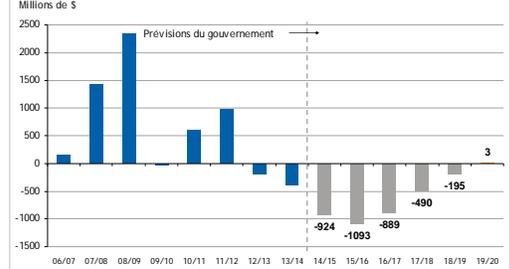
### Les bas prix accablent l'ensemble du secteur minier

En 2014, plus de 90 % des exportations de marchandises de Terre-Neuve-et-Labrador se sont rapportées à l'activité minière liée à l'énergie et non liée à l'énergie et les faibles prix des marchandises ont contribué à la chute de la valeur nominale des exportations de 39 % d'une année sur l'autre au premier trimestre de 2015. Alors que le secteur minier de la province fait face à la morosité des prix, il a réduit à la fois les salaires et les livraisons depuis le début de l'année. D'autres pertes de production et d'emplois sont prévues, puisqu'une mine de cuivre-zinc dans le centre de Terre-Neuve sera fermée en juillet. La production totale de pétrole devrait être stable au cours des deux prochaines années, puisque la baisse de la production des projets plus anciens est compensée par la mise en service prévue de l'extension de South White Rose au milieu de 2015. Une importante reprise du secteur de l'énergie devrait survenir au-delà de notre période de prévisions actuelles, en 2017, grâce à la mise en service du projet Hebron. Pendant ce temps, les activités d'exploration et de forage extraterritoriales se poursuivent à Flemish Pass Basin et, à la fin de l'année dernière, la province a reçu 559 millions de dollars pour une parcelle de terrain extraterritoriale, soit le prix le plus élevé jamais obtenu.

### La chute du prix du pétrole signifie des années de vaches maigres à venir pour le gouvernement provincial

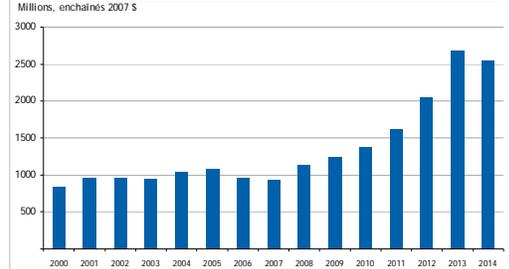
Le récent budget de Terre-Neuve-et-Labrador prévoit un déficit record de 1,1 milliard de dollars pour 2015-16 et aucun retour à l'équilibre avant 2019-20. Les mauvaises prévisions budgétaires reflètent la chute des redevances sur le pétrole extraterritorial qui a représenté 30 % des revenus en 2013-14. La province s'attend à ce que les prix du pétrole et les redevances sur celui-ci se relèvent quelque peu à moyen terme, mais elle cherche aussi à atténuer l'incidence des prix du pétrole essentiellement à l'aide de mesures d'augmentation des revenus. La taxe de vente harmonisée (TVH) de la province sera rehaussée de deux points de pourcentage, pour atteindre 15 %, et les impôts augmenteront pour les particuliers et les entreprises dont le revenu est plus élevé. La province hésite à réduire ses dépenses dans un contexte de faiblesse économique, mais elle s'est engagée à rajuster l'effectif du secteur public malgré les répercussions défavorables potentielles sur la création d'emplois déjà morose.

Terre-Neuve-et-Labrador : solde budgétaire



Source : Recherche économique RBC, Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador

Terre-Neuve-et-Labrador : PIB de l'industrie de la construction



Source : Recherche économique RBC, Statistique Canada

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	-4,5	7,2	-2,6	-0,2	-0,4
PIB nominal	-3,4	10,7	-2,8	-5,6	6,6
Emploi	3,8	0,8	-1,7	-0,6	-1,6
Taux de chômage (%)	12,3	11,6	11,9	12,4	13,0
Ventes au détail	4,5	5,0	3,4	-0,6	0,5
Mises en chantier (unités)	3 885	2 862	2 119	1 900	1 800
Indice des prix à la consommation	2,1	1,7	1,9	0,5	2,7

Gerard Walsh  
Économiste

## Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage %				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	13	14P	15P	16P	13	14P	15P	16P	13	14	15P	16P	13	14	15P	16P	13	14	15P	16P	13	14	15P	16P	13	14	15P	16P
T.-N. & L.	7,2	-2,6	-0,2	-0,4	10,7	-2,8	-5,6	6,6	0,8	-1,7	-0,6	-1,6	11,6	11,9	12,4	13,0	2,9	2,1	1,9	1,8	5,0	3,4	-0,6	0,5	1,7	1,9	0,5	2,7
Î.-P.-É.	2,0	1,4	1,6	1,7	5,0	3,2	3,1	3,3	1,4	-0,1	0,1	0,9	11,5	10,6	10,2	9,8	0,6	0,5	0,5	0,6	0,8	3,3	1,8	3,7	2,0	1,6	-0,1	2,8
N.-É.	0,3	1,8	1,7	2,0	2,4	3,8	2,8	3,9	-1,1	-1,1	0,3	0,6	9,1	8,9	8,6	8,3	3,9	3,1	3,2	3,3	2,9	2,3	-0,7	3,1	1,2	1,7	0,6	2,8
N.-B.	-0,5	0,2	1,6	1,5	0,5	1,5	3,0	3,5	0,4	-0,2	0,2	0,3	10,3	10,0	9,9	9,7	2,8	2,3	2,1	2,0	0,7	3,8	1,5	3,2	0,8	1,5	0,6	2,7
QUÉ.	1,0	1,4	1,8	2,0	1,5	3,0	3,7	3,7	1,4	0,0	1,1	0,8	7,6	7,7	7,4	7,2	37,8	38,8	34,8	35,5	2,5	1,7	3,3	4,0	0,8	1,4	1,3	2,6
ONT.	1,3	2,4	2,8	3,1	2,4	4,3	4,7	5,0	1,8	0,8	1,2	1,3	7,6	7,3	6,7	6,3	61,1	59,1	63,7	64,0	2,3	5,0	4,6	4,4	1,1	2,3	1,3	2,5
MAN.	2,2	1,3	2,6	2,8	3,7	2,9	4,0	5,2	0,7	0,1	1,6	1,0	5,4	5,4	5,3	5,1	7,5	6,2	5,4	6,3	3,9	4,3	3,4	4,6	2,3	1,8	1,1	2,6
SASK.	5,0	1,4	1,6	1,9	5,5	0,1	-1,5	7,1	3,1	1,0	0,6	1,3	4,1	3,8	4,7	4,5	8,3	8,3	5,3	6,5	5,1	4,6	-0,5	3,8	1,4	2,4	1,7	3,0
ALB.	3,8	4,4	-1,0	1,7	7,1	8,1	-8,2	8,0	2,5	2,2	0,4	0,9	4,6	4,7	6,0	5,3	36,0	40,6	31,2	30,0	6,9	7,5	-0,3	3,4	1,4	2,6	0,7	2,4
C.-B.	1,9	2,9	3,0	3,1	3,2	4,7	4,5	5,3	0,1	0,6	1,2	1,4	6,6	6,1	5,7	5,5	27,1	28,4	31,5	29,3	2,4	5,6	5,6	4,6	-0,1	1,0	0,9	2,3
CANADA	2,0	2,4	1,8	2,6	3,4	4,3	1,9	5,4	1,5	0,6	1,0	1,0	7,1	6,9	6,6	6,3	188	189	180	179	3,2	4,6	3,1	4,1	0,9	2,0	1,1	2,5

## Tableau comparatif

2013, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers) (2014)	527	146	943	754	8 215	13 679	1 282	1 125	4 122	4 631
Produit intérieur brut (milliards \$)	35,8	5,8	39,1	31,9	362,8	695,7	61,3	83,2	338,2	229,7
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	29,6	5,0	36,0	28,3	331,2	632,4	56,5	62,7	303,0	215,2
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	1,9	0,3	2,1	1,7	19,2	36,7	3,2	4,4	17,9	12,1
Croissance PIB réel (TAC, 2008-13, %)	0,1	1,5	0,8	0,1	1,2	1,2	2,0	2,6	2,8	1,6
PIB réel par habitant (\$ 2007)	56 017	34 404	38 223	37 415	40 622	46 666	44 639	56 693	75 605	46 964
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2008-13, %)	-0,5	0,5	0,7	-0,1	0,2	0,1	0,9	0,9	0,6	0,5
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	31 579	26 439	27 604	27 431	26 774	30 401	27 900	33 050	40 303	31 647
Croissance de l'emploi (TAC, 2008-13, %)	1,9	1,5	0,0	-0,3	0,9	0,6	0,8	1,8	1,6	0,2
Taux d'emploi (avr. 2015 %)	53,5	60,6	56,5	57,0	60,2	60,7	64,8	66,9	69,3	58,5
Indice d'inconfort (inflation + chômage, avr. 2015)	12,2	9,3	9,5	9,8	8,5	7,6	6,4	5,5	6,2	6,8
Production manufacturière (% du PIB) (2014)	4,0	9,7	7,4	11,7	13,9	12,2	11,7	6,7	6,9	6,9
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	42,6	68,4	70,1	64,4	58,6	56,5	57,1	40,2	40,0	63,1
Exportations (% du PIB)	43,0	20,2	20,0	47,3	25,7	32,6	25,7	41,6	32,5	21,7

## Tableaux

## Colombie-Britannique

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	199 270	194 214	200 628	206 225	211 124	215 218	221 545	228 280	235 448
	évolution (%)	1,1	-2,5	3,3	2,8	2,4	1,9	2,9	3,0	3,1
PIB nominal	millions de \$	203 951	195 966	205 996	217 460	222 565	229 685	240 408	251 184	264 512
	évolution (%)	3,5	-3,9	5,1	5,6	2,3	3,2	4,7	4,5	5,3
Nombre d'emplois	en milliers	2 242	2 192	2 223	2 228	2 262	2 266	2 278	2 306	2 338
	évolution (%)	1,6	-2,2	1,4	0,2	1,6	0,1	0,6	1,2	1,4
Taux de chômage	(%)	4,6	7,7	7,6	7,5	6,8	6,6	6,1	5,7	5,5
Ventes au détail	en millions de dollars	57 794	55 288	58 251	60 090	61 255	62 734	66 273	70 011	73 230
	évolution (%)	1,5	-4,3	5,4	3,2	1,9	2,4	5,6	5,6	4,6
Mises en chantier	unités	34 321	16 077	26 479	26 400	27 465	27 054	28 356	31 500	29 300
	évolution (%)	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-1,5	4,8	11,1	-7,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,3	112,3	113,8	116,5	117,8	117,7	118,9	120,0	122,8
	évolution (%)	2,1	0,0	1,4	2,3	1,1	-0,1	1,0	0,9	2,3

## Alberta

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	263 515	252 811	264 164	279 277	291 855	302 966	316 418	313 254	318 641
	évolution (%)	1,7	-4,1	4,5	5,7	4,5	3,8	4,4	-1,0	1,7
PIB nominal	millions de \$	295 126	246 717	270 100	299 142	315 803	338 166	365 481	335 413	362 336
	évolution (%)	13,9	-16,4	9,5	10,8	5,6	7,1	8,1	-8,2	8,0
Nombre d'emplois	en milliers	2 054	2 030	2 024	2 100	2 172	2 226	2 275	2 283	2 303
	évolution (%)	3,2	-1,2	-0,3	3,7	3,5	2,5	2,2	0,4	0,9
Taux de chômage	(%)	3,6	6,5	6,6	5,4	4,6	4,6	4,7	6,0	5,3
Ventes au détail	en millions de dollars	61 620	56 489	59 849	63 945	68 408	73 109	78 582	78 310	80 969
	évolution (%)	0,2	-8,3	5,9	6,8	7,0	6,9	7,5	-0,3	3,4
Mises en chantier	unités	29 164	20 298	27 088	25 704	33 396	36 011	40 590	31 200	30 000
	évolution (%)	-39,7	-30,4	33,5	-5,1	29,9	7,8	12,7	-23,1	-3,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	121,6	121,5	122,7	125,7	127,1	128,9	132,2	133,2	136,3
	évolution (%)	3,2	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,4	2,6	0,7	2,4

## Saskatchewan

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	55 183	52 553	54 756	57 938	59 737	62 716	63 594	64 580	65 833
	évolution (%)	5,6	-4,8	4,2	5,8	3,1	5,0	1,4	1,6	1,9
PIB nominal	millions de \$	67 695	60 326	63 379	74 605	78 873	83 222	83 292	82 046	87 903
	évolution (%)	29,6	-10,9	5,1	17,7	5,7	5,5	0,1	-1,5	7,1
Nombre d'emplois	en milliers	517	526	531	536	548	565	571	574	582
	évolution (%)	2,5	1,6	1,0	0,9	2,4	3,1	1,0	0,6	1,3
Taux de chômage	(%)	4,0	4,9	5,3	4,9	4,7	4,1	3,8	4,7	4,5
Ventes au détail	en millions de dollars	14 676	14 605	15 103	16 199	17 405	18 301	19 143	19 045	19 762
	évolution (%)	11,8	-0,5	3,4	7,3	7,4	5,1	4,6	-0,5	3,8
Mises en chantier	unités	6 828	3 866	5 907	7 031	9 968	8 290	8 257	5 300	6 500
	évolution (%)	13,7	-43,4	52,8	19,0	41,8	-16,8	-0,4	-35,8	22,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,9	117,1	118,7	122,0	123,9	125,7	128,7	130,9	134,7
	évolution (%)	3,2	1,1	1,3	2,8	1,6	1,4	2,4	1,7	3,0

## Manitoba

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	51 157	51 048	52 379	53 487	55 252	56 486	57 243	58 754	60 423
	évolution (%)	3,8	-0,2	2,6	2,1	3,3	2,2	1,3	2,6	2,8
PIB nominal	millions de \$	51 920	50 636	52 896	55 758	59 126	61 323	63 098	65 606	69 021
	évolution (%)	5,4	-2,5	4,5	5,4	6,0	3,7	2,9	4,0	5,2
Nombre d'emplois	en milliers	602	601	609	612	622	626	626	637	643
	évolution (%)	1,5	-0,2	1,4	0,4	1,6	0,7	0,1	1,6	1,0
Taux de chômage	(%)	4,2	5,2	5,4	5,5	5,3	5,4	5,4	5,3	5,1
Ventes au détail	en millions de dollars	14 983	14 920	15 770	16 443	16 652	17 297	18 034	18 648	19 514
	évolution (%)	6,9	-0,4	5,7	4,3	1,3	3,9	4,3	3,4	4,6
Mises en chantier	unités	5 537	4 174	5 888	6 083	7 242	7 465	6 220	5 400	6 300
	évolution (%)	-3,5	-24,6	41,1	3,3	19,1	3,1	-16,7	-13,2	16,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,4	114,1	115,0	118,4	120,3	123,0	125,3	126,7	130,0
	évolution (%)	2,2	0,6	0,8	2,9	1,6	2,3	1,8	1,1	2,6

## Ontario

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	596 921	578 510	598 174	613 803	624 369	632 368	647 798	666 195	686 981
	évolution (%)	-0,1	-3,1	3,4	2,6	1,7	1,3	2,4	2,8	3,1
PIB nominal	millions de \$	604 282	595 433	629 500	658 635	679 616	695 705	725 404	759 807	797 929
	évolution (%)	1,1	-1,5	5,7	4,6	3,2	2,4	4,3	4,7	5,0
Nombre d'emplois	en milliers	6 610	6 433	6 538	6 658	6 703	6 823	6 878	6 959	7 047
	évolution (%)	1,0	-2,7	1,6	1,8	0,7	1,8	0,8	1,2	1,3
Taux de chômage	(%)	6,6	9,1	8,7	7,9	7,9	7,6	7,3	6,7	6,3
Ventes au détail	en millions de dollars	151 697	148 109	156 276	161 859	164 503	168 253	176 719	184 803	193 021
	évolution (%)	3,9	-2,4	5,5	3,6	1,6	2,3	5,0	4,6	4,4
Mises en chantier	unités	75 076	50 370	60 433	67 821	76 742	61 085	59 134	63 700	64 000
	évolution (%)	10,2	-32,9	20,0	12,2	13,2	-20,4	-3,2	7,7	0,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,3	113,7	116,5	120,1	121,8	123,0	125,9	127,5	130,6
	évolution (%)	2,3	0,4	2,4	3,1	1,4	1,1	2,3	1,3	2,5

## Québec

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	311 626	309 683	316 886	323 210	328 082	331 231	335 703	341 812	348 785
	évolution (%)	1,9	-0,6	2,3	2,0	1,5	1,0	1,4	1,8	2,0
PIB nominal	millions de \$	313 595	315 531	329 670	345 732	357 431	362 846	373 843	387 689	402 086
	évolution (%)	2,5	0,6	4,5	4,9	3,4	1,5	3,0	3,7	3,7
Nombre d'emplois	en milliers	3 883	3 854	3 938	3 976	4 006	4 061	4 060	4 104	4 135
	évolution (%)	1,1	-0,7	2,2	1,0	0,8	1,4	0,0	1,1	0,8
Taux de chômage	(%)	7,2	8,6	8,0	7,9	7,7	7,6	7,7	7,4	7,2
Ventes au détail	en millions de dollars	94 816	93 759	99 590	102 556	103 753	106 301	108 137	111 717	116 150
	évolution (%)	4,9	-1,1	6,2	3,0	1,2	2,5	1,7	3,3	4,0
Mises en chantier	unités	47 901	43 403	51 363	48 387	47 367	37 758	38 810	34 800	35 500
	évolution (%)	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-20,3	2,8	-10,3	2,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,7	113,4	114,8	118,3	120,8	121,7	123,4	125,0	128,2
	évolution (%)	2,1	0,6	1,3	3,0	2,1	0,8	1,4	1,3	2,6

## Tableaux

## Nouveau-Brunswick

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	28 125	27 811	28 381	28 543	28 426	28 272	28 329	28 787	29 231
	évolution (%)	0,9	-1,1	2,0	0,6	-0,4	-0,5	0,2	1,6	1,5
PIB nominal	millions de \$	28 422	28 825	30 082	31 409	31 751	31 900	32 370	33 355	34 512
	évolution (%)	2,0	1,4	4,4	4,4	1,1	0,5	1,5	3,0	3,5
Nombre d'emplois	en milliers	361	360	358	356	353	355	354	355	356
	évolution (%)	0,9	-0,2	-0,5	-0,7	-0,7	0,4	-0,2	0,2	0,3
Taux de chômage	(%)	8,5	8,7	9,2	9,5	10,2	10,3	10,0	9,9	9,7
Ventes au détail	en millions de dollars	10 018	10 094	10 595	11 103	11 028	11 107	11 528	11 706	12 081
	évolution (%)	6,5	0,8	5,0	4,8	-0,7	0,7	3,8	1,5	3,2
Mises en chantier	unités	4 274	3 521	4 101	3 452	3 299	2 843	2 276	2 100	2 000
	évolution (%)	0,8	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-13,8	-19,9	-7,7	-4,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,2	113,5	115,9	120,0	122,0	123,0	124,8	125,6	129,0
	évolution (%)	1,7	0,3	2,1	3,5	1,7	0,8	1,5	0,6	2,7

## Nouvelle-Écosse

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	34 625	34 753	35 806	36 073	35 950	36 042	36 691	37 314	38 061
	évolution (%)	2,1	0,4	3,0	0,7	-0,3	0,3	1,8	1,7	2,0
PIB nominal	millions de \$	35 467	35 254	37 073	38 349	38 214	39 145	40 643	41 789	43 434
	évolution (%)	4,6	-0,6	5,2	3,4	-0,4	2,4	3,8	2,8	3,9
Nombre d'emplois	en milliers	452	450	451	453	458	453	448	449	451
	évolution (%)	1,0	-0,5	0,4	0,4	1,0	-1,1	-1,1	0,3	0,6
Taux de chômage	(%)	7,6	9,2	9,6	9,0	9,1	9,1	8,9	8,6	8,3
Ventes au détail	en millions de dollars	12 091	12 105	12 651	13 098	13 223	13 605	13 915	13 815	14 248
	évolution (%)	4,1	0,1	4,5	3,5	1,0	2,9	2,3	-0,7	3,1
Mises en chantier	unités	3 982	3 438	4 309	4 644	4 522	3 919	3 056	3 200	3 300
	évolution (%)	-16,2	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-13,3	-22,0	4,7	3,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,9	115,7	118,2	122,7	125,1	126,6	128,8	129,6	133,2
	évolution (%)	3,0	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,2	1,7	0,6	2,8

## Île-du-Prince-Édouard

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 658	4 678	4 783	4 861	4 908	5 006	5 076	5 159	5 249
	évolution (%)	0,8	0,4	2,2	1,6	1,0	2,0	1,4	1,6	1,7
PIB nominal	millions de \$	4 767	4 947	5 202	5 409	5 514	5 788	5 974	6 157	6 358
	évolution (%)	3,2	3,8	5,2	4,0	1,9	5,0	3,2	3,1	3,3
Nombre d'emplois	en milliers	69	68	70	72	73	74	74	74	75
	évolution (%)	0,8	-1,3	2,3	3,1	1,7	1,4	-0,1	0,1	0,9
Taux de chômage	(%)	10,8	11,9	11,4	11,1	11,1	11,5	10,6	10,2	9,8
Ventes au détail	en millions de dollars	1 703	1 682	1 770	1 866	1 925	1 940	2 005	2 041	2 116
	évolution (%)	5,1	-1,3	5,3	5,4	3,2	0,8	3,3	1,8	3,7
Mises en chantier	unités	712	877	756	940	941	636	511	540	600
	évolution (%)	-5,1	23,2	-13,8	24,3	0,1	-32,4	-19,7	5,7	11,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,5	117,3	119,5	123,0	125,5	128,0	130,1	130,0	133,6
	évolution (%)	3,4	-0,1	1,8	2,9	2,0	2,0	1,6	-0,1	2,8

## Terre-Neuve-et-Labrador

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	29 369	26 464	28 033	28 904	27 592	29 588	28 819	28 761	28 660
	évolution (%)	-1,2	-9,9	5,9	3,1	-4,5	7,2	-2,6	-0,2	-0,4
PIB nominal	millions de \$	31 434	24 972	29 063	33 497	32 365	35 832	34 830	32 883	35 062
	évolution (%)	5,8	-20,6	16,4	15,3	-3,4	10,7	-2,8	-5,6	6,6
Nombre d'emplois	en milliers	221	215	223	232	241	243	239	237	233
	évolution (%)	1,9	-2,7	3,6	4,1	3,8	0,8	-1,7	-0,6	-1,6
Taux de chômage	(%)	13,3	15,5	14,7	12,6	12,3	11,6	11,9	12,4	13,0
Ventes au détail	en millions de dollars	7 009	7 121	7 453	7 833	8 182	8 589	8 882	8 827	8 871
	évolution (%)	7,4	1,6	4,7	5,1	4,5	5,0	3,4	-0,6	0,5
Mises en chantier	unités	3 261	3 057	3 606	3 488	3 885	2 862	2 119	1 900	1 800
	évolution (%)	23,1	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-26,3	-26,0	-10,3	-5,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	114,3	114,6	117,4	121,4	123,9	126,0	128,4	129,0	132,4
	évolution (%)	2,9	0,3	2,4	3,4	2,1	1,7	1,9	0,5	2,7

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada  
© Banque Royale du Canada.